

Consultations médicales : plusieurs spécialités revalorisées au 1er janvier



Après un an de report lié à la fragilité des comptes de la Sécurité sociale, les tarifs de nombreuses consultations médicales augmentent au 1er janvier. Pédiatres, psychiatres, dermatologues ou neurologues sont concernés, dans le cadre d'une réforme plus large de la rémunération des médecins libéraux, destinée à mieux reconnaître le temps médical et à renforcer l'accès aux soins.

Initialement prévues pour l'été 2025, les revalorisations tarifaires des consultations de plusieurs médecins spécialistes entreront finalement en vigueur au 1er janvier. Elles s'inscrivent dans l'accord conventionnel signé en 2024 entre les syndicats médicaux et l'Assurance maladie, après des négociations longues et parfois tendues. Objectif ? Adapter les honoraires à l'évolution des pratiques, à la complexité



Ecrit par Mireille Hurlin le 5 janvier 2026

croissante des prises en charge et à l'allongement du temps médical, dans un contexte de pénurie de professionnels et de vieillissement de la population.

Pédiatrie, psychiatrie, dermatologie : des actes mieux reconnus

Ainsi, les tarifs de plusieurs spécialités progressent de quelques euros. En pédiatrie, certains examens obligatoires de l'enfant jusqu'à 2 ans sont désormais facturés 50€, soit une hausse de 5€. En psychiatrie, la majoration pour les consultations d'enfants passe notamment de 12 à 18€, traduisant la reconnaissance d'un suivi souvent long et complexe. Les neurologues bénéficient d'une revalorisation de 2€ pour la consultation de référence, portée à 52€, tandis que les tarifs des consultations spécifiques de dépistages chez les dermatologues atteignent 60€, soit 4€ supplémentaires. D'autres disciplines sont également concernées, comme l'endocrinologie, la gynécologie ou la médecine physique et de réadaptation. En parallèle, certains actes techniques, chirurgicaux et obstétricaux font l'objet d'ajustements tarifaires plus modestes.

Une consultation longue à 60€ pour les plus de 80 ans

Autre mesure phare entrant en vigueur au 1er janvier 2026 : la création d'une consultation longue du médecin traitant, facturable 60€, une fois par an, pour les patients de plus de 80 ans. Longtemps réclamée par les généralistes, cette consultation vise à répondre à des situations médicales particulièrement chronophages. Elle pourra être mobilisée dans trois cas précis : à la sortie d'une hospitalisation, pour la réévaluation de traitements multiples afin d'en réduire certains, ou pour orienter le patient vers un parcours médico-social adapté. Une manière de reconnaître le rôle central du médecin traitant dans la coordination des soins des personnes âgées.

Vers un forfait unique pour les médecins traitants

La réforme s'accompagne également d'une refonte en profondeur des forfaits versés directement par l'Assurance maladie aux médecins généralistes, qui représentent en moyenne 15% de leur rémunération. Ces dispositifs multiples seront remplacés par un 'forfait unique' annuel, attribué pour chaque patient suivi. Son montant varie selon l'âge, l'état de santé et, le cas échéant, la situation de précarité du patient : de 5€ pour une personne âgée de 7 à 74 ans, jusqu'à 100€ pour un patient de plus de 80 ans en affection de longue durée (ALD). Des compléments sont prévus en fonction des actions de prévention réalisées, comme une vaccination contre la grippe ou un dépistage organisé, valorisés à hauteur de 5€ par acte.

Revaloriser sans dégrader l'accès aux soins

Pour l'Assurance maladie, l'accord conventionnel de 2024 poursuit un triple objectif : revaloriser la médecine libérale, améliorer l'accès aux soins et encourager des pratiques plus pertinentes et de meilleure qualité. Reste un enjeu majeur : concilier cette montée en charge financière avec la soutenabilité d'un système de santé déjà sous tension, alors que le vieillissement de la population et les inégalités territoriales continuent de peser lourdement sur l'offre de soins.

Tout savoir sur Ameli [ici](#).

Mireille Hurlin